

*Initiatives ministérielles*

que selon vous, le danger d'un centralisme très bureaucratisé dans une fédération n'amène pas nécessairement à étouffer des volontés nationales ou encore même des volontés régionales?

• (1650)

**M. Langdon:** Je pense, monsieur le Président, qu'il est très difficile de considérer ces questions dans le contexte d'un débat sur cette banque. Pour ma part, je pense que c'est très important d'éviter une bureaucratie staliniste, comme je l'ai indiqué dans mon discours. Je pense que si vous voulez discuter de notre pays ici, il y aurait beaucoup de questions à discuter, mais on ne peut pas dire que nous ayons ici une bureaucratie staliniste. Il est vrai que nous avons une bureaucratie, et je n'aimerais pas voir une bureaucratie très, très centralisatrice ici dans notre pays. Mais, et je pense que le député sera d'accord avec moi, on ne peut pas dire que c'est une bureaucratie staliniste qui existe ici au Canada, même avec ce gouvernement.

**Le président suppléant (M. Paproski):** L'honorable député de Shefford, questions et commentaires.

**M. Lapierre:** Monsieur le Président, je veux féliciter le député pour son discours car je sais qu'il connaît bien le sujet. Mais je lui demanderais s'il ne craint pas que la participation du Canada à cette Banque européenne se fasse aux dépens de l'aide internationale qu'on donnait déjà à d'autres pays du monde qui étaient en grand besoin. Ce que je veux dire, monsieur le Président, c'est que plusieurs bénéficiaires de l'aide actuelle du Canada, qui est malheureusement trop limitée, qui a été réduite d'année en année, peuvent maintenant craindre que la participation canadienne soit prise dans la même enveloppe budgétaire et, par conséquent, des pays qui, traditionnellement ont compté sur l'aide canadienne pour leur développement, aujourd'hui se posent des questions, à savoir est-ce que, à cause de la libération de l'Europe de l'Est, des ressources précédemment utilisées pour l'Afrique, pour d'autres pays du Tiers monde, seraient à ce moment-là redirigées vers l'Europe de l'Est pour des questions souvent commerciales, des questions politiques au détriment des pays les plus pauvres au monde? Est-ce que le député, en examinant le projet de loi, a l'assurance que cela ne pourrait pas se faire? Je sais qu'il ne peut pas parler pour le gouvernement et que le gouvernement n'est pas très loquace sur ce sujet aujourd'hui, mais j'aimerais avoir l'opinion du député s'il n'a pas la même crainte que moi.

**M. Langdon:** Monsieur le Président, j'espère qu'il n'y a pas de crainte importante à ce niveau. C'est une question dont nous avons discuté au Comité. C'est une question

importante et on ne peut pas prédire ce que le gouvernement ici va décider. On ne peut pas dire que le gouvernement continuera à être aussi généreux envers les pays en voie de développement que maintenant, après la participation canadienne à cette banque, par exemple.

Mais je pense qu'il s'agit ici d'une banque importante. Nous avons un niveau d'aide par le gouvernement canadien qui n'est pas très grand. C'est pourquoi je pense que nous n'avons pas à craindre que la participation canadienne à cette banque mènerait à une situation qui pourrait occasionner des problèmes pour les pays en voie de développement.

[Traduction]

**M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes):** Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir la chance de participer durant quelques minutes à ce débat. Je dois dire qu'ayant passé l'après-midi ici à la Chambre, je ne suis pas d'une humeur particulièrement généreuse et je ne me sens pas dans l'esprit des Fêtes. Je suis certain que vous me comprenez.

Ce qui nous occupe ici a certainement attiré l'attention du monde entier. Je me souviens de m'être rendu, il n'y a pas si longtemps, dans la ville de Berlin et d'être allé voir le mur. Je me trouvais du côté du monde libre—si je puis m'exprimer ainsi—, à côté d'un très bel édifice dont la vue donnait sur cette horrible structure qui me séparait de quelques pieds seulement de jeunes soldats assis dans une tour située du côté est du mur.

Je me souviens de la rage et de la frustration qui m'ont envahi à ce moment, face à une situation impossible. Je me suis rappelé les paroles de John F. Kennedy, qui s'était tenu là aussi et qui avait parlé des horreurs du mur et de ce que celui-ci représentait pour les nations de l'Europe, et en particulier pour les Allemands.

Peu de temps après, j'ai pu me rendre du côté est, en franchissant le poste de contrôle appelé Charlie. À cette occasion, j'ai subi le même choc culturel incroyable que tous ceux qui ont franchi le mur.

Nous nous trouvions donc à Berlin-Ouest, ville si vibrante et vivante, où l'économie était en plein essor et l'on sentait de l'excitation dans l'air. À 3 heures du matin comme à 3 heures de l'après-midi, cette ville vibrait. L'on sentait le dynamisme qui l'animait. Il suffisait cependant de franchir, en faisant quelques pas, le poste de contrôle,